

## Dans la tête des terroristes néo-nazis

PAR NICOLAS LÉBOURG  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 29 OCTOBRE 2018

Un rapport officiel américain de 2017 relevait que, depuis le 12 septembre 2001, 73 % des violences homicides extrémistes sur le sol américain étaient le fait d'extrémistes de droite. L'attentat antisémite de Pittsburgh s'inscrit dans une dynamique qui entre en résonance avec les tentations terroristes également présentes dans les extrêmes droites radicales européennes.

La bannière du profil de Robert Bowers sur le réseau social Gab présentait l'expression « 1488 ». « 88 » renvoie deux fois à la huitième lettre de l'alphabet pour « Heil Hitler ». Le chiffre 14 a lui été sanctuarisé par les néo-nazis occidentaux, en référence à une phrase du néo-nazi américain David Lane comptant autant de mots : « *Nous devons assurer l'existence de notre race et un futur pour les enfants blancs* ». Lane était un **suprémaciste blanc**, décédé en prison après avoir participé à un assassinat antisémite de The Order, groupe terroriste fondé en 1983 par d'anciens membres de la National Alliance, qui elle-même avait participé à la campagne électorale de George Wallace, **candidat raciste à la présidentielle de 1968** ayant rassemblé 13,5 % des suffrages.



Au lendemain de l'attentat antisémite de Robert Bowers ayant fait onze morts, mémorial devant la synagogue de Pittsburgh, le 28 octobre 2018. © REUTERS/Cathal McNaughton

Bowers a aussi utilisé récemment deux formules sur son compte : « *Ils ne sont ni sans papiers ni même illégaux. Ils sont des envahisseurs* », puis « *les juifs sont les enfants de Satan (Jean 8.44)* ». Ces deux proclamations peuvent paraître se rapporter à deux exécutions racistes, mais en fait elles ne forment qu'un seul sujet. Celui-ci a été évoqué par Bowers pendant qu'il était traité pour ses blessures. Il aurait

alors déclaré à un policier qu'il souhaitait la mort de tous les juifs, car ils étaient en train de « *commettre un génocide contre son peuple* ». En outre, Bowers postait régulièrement sur son profil des propos négationnistes.

On est donc là sur une idéologie précise. Le rattachement des juifs à Satan est bien sûr un classique de l'antijudaïsme. Les néo-nazis américains affirment vouloir vaincre le pouvoir juif derrière l'État américain : le « *Zionist Occupation Government* » (« gouvernement d'occupation sioniste », surnommé ZOG). Ils dénoncent le « *génocide blanc* » que constituerait la promiscuité inter-raciale.

Cette expression de « *white genocide* » est d'abord apparue en 1972 dans la presse du National Socialist White People's Party (NSWPP, « Parti national-socialiste du peuple blanc »), affirmant que la promotion des méthodes de planning familial visait à permettre la destruction de la race blanche. Dans son livre *Le Manifeste du génocide blanc* publié en 1995, David Lane explique que le génocide de la race blanche, orchestré par un ZOG défini comme dirigeant l'Occident tout entier, passe par la promotion de l'homosexualité, de l'avortement et du métissage. Les statuts de Bowers ne représentent pas deux haines différentes mais une seule : l'immigration est une arme du ZOG pour détruire la race blanche.

### • Le pendant français

Ce schéma n'est pas exclusivement américain. Interdite par l'État en 1958, la Phalange française, menée par le neveu du collaborationniste Marcel Déat, dénonçait le mondialisme juif métissant et orientalisant les peuples européens. Premier **négationniste français**, Maurice Bardèche expliquait que l'immigration afro-maghrébine en Europe constituait « *le véritable génocide moderne* ».

Après l'assassinat de son disciple et numéro deux François Duprat en 1978, le journal du Front national (FN) publie cet éloge :

« *Tu avais parfaitement compris que derrière l'ENNEMI APPARENT se trouvait tapi L'ENNEMI RÉEL, et tu avais osé mettre en pleine lumière son mufler hideux. Nous connaissons tous le plan qu'il avait ourdi contre notre peuple : l'ouverture toute*

*grande des vannes de l'immigration n'était que le corollaire obligé de la campagne antinataliste et de la propagande avorteuse. Contrairement à ce qu'écrivaient d'aucuns, nous osions soutenir qu'il ne s'agissait nullement d'un "suicide collectif" de la France, mais bel et bien d'un assassinat mûrement prémédité. Étudiant les noms de ses promoteurs, nous retrouvions les mêmes, incrustés dans les MEDIAS, dans les groupes gauchistes, et à la tête de certains lobbies bien précis... Et puis enfin, pour mieux conditionner encore nos concitoyens, il y avait tous ces tabous hérités du second conflit mondial. »*

Vingt ans après, ce journal devait publier un article affirmant entre autres : « *La Shoah sert entre autres (d'abord ?) aujourd'hui à rendre impensables certains moyens indispensables d'une juste cause, la lutte contre l'immigration-invasion* », à savoir « *rafles et camps de concentration* ».

On pourrait multiplier les exemples à l'infini entre ces deux dates. Dans une revue néo-nazie française, un ancien SS dénonçait ainsi en 1980 « *un génocide anti-aryen, une entreprise dans laquelle agissent en rivaux complices le capitalisme, le marxisme, le catholicisme et tous les mondialismes* ». Dans une deuxième, proche de la Nouvelle Droite, on s'inquiétait en 1986 d'une Europe victime d'un « *génocide par substitution* » à travers l'immigration et « *la perte de l'identité culturelle* ».

Dans le journal du Parti nationaliste français (PNF, fondé par des sécessionnistes du FN, ayant servi de **base de repli à l'Œuvre française** après sa dissolution de 2013), on feint de s'étonner en 1999 :

*« On pourrait croire qu'une main invisible dirige une opération monstrueuse d'épuration ethnique d'un continent entier, détruisant d'un côté toute procréation de petits aryens plus ou moins christianisés pour les remplacer doucement mais fermement par des allogènes (...). Tous les gouvernements européens poussés au derrière par les USA déjà dépravés, colorisés à la manière de leurs films et multiracialisés, ont-ils été contaminés, convaincus ou sont-ils simplement bouchés ? »*

- Antisémitisme et rejet de la société multi- raciale

Entré dans la synagogue en clamant « *Tous les juifs doivent mourir* », Robert Bowers démontre comment le négationnisme aboutit au judéocide qu'il nie, en faisant en son esprit preuve de la toute-puissance du complot juif contre la race blanche (**voir notre article sur la mort de Robert Faurisson**).



En France, la multiplication des **discours** sur le thème du «*#Grand Remplacement*» laisse à penser que si c'est la formule de Renaud Camus qui a su lui faire quitter les milieux underground, cette notoriété s'explique par les contours nouveaux de cette définition. Il est saisissant de constater une perspective d'extrême droite où l'islamophobie prétend défendre les valeurs libérales de l'Europe, et où la thématique «*#identitaire*» s'exprime en lieu et place du racialisme, sans conspirationnisme antisémite aucun.

La rupture avec l'antisémitisme et la mise en avant de la notion identitaire ont tout changé. Jouer comme le font les couvertures de *Valeurs actuelles* avec les thèmes du « Grand Remplacement » et du « complot de George Soros », financier juif qui favoriserait l'immigration, c'est ne pas comprendre que chez une partie des radicaux ces deux questions n'en font qu'une.

Robert Bowers montre au grand jour ce que beaucoup se refusent à voir : la haine de la « société multi-culturelle », en fait multi- raciale, n'est pas pour toutes les extrêmes droites le signe d'un passage à un néo-populisme philosémite et philo- israélien (tel

Geert Wilders aux Pays-Bas), mais participe à un objet unique, cohérent et mobilisateur de fermeture du monde blanc. Or il devient urgent de prendre conscience de la tension raciste qui se déploie ici.

- Guerre raciale en Occident

Dans ses diverses versions, cette mythologie est en train de lentement poser un problème majeur d'ordre public.

Le schéma de ZOG a été à la fois utilisé et retourné par Anders Behring Breivik, auteur des attentats d'Utøya en Norvège lors de l'été 2011 (77 tués et 151 blessés). Si Breivik considère le gouvernement légitime de la Norvège comme complice d'une véritable occupation ethnique et culturelle, il croit que la force dissolvante de la civilisation occidentale est l'islam.

C'est aussi un proche de la National Alliance qui a assassiné la députée travailliste britannique Jo Cox en 2016 – d'où, peut-être, le vrai fond du **tweet** conspirationniste de Jean Messiha, membre du bureau national du Rassemblement national de Marine Le Pen, rapprochant il y a quelques jours l'arrestation de l'homme ayant envoyé des colis piégés à des personnalités démocrates et l'assassinat de Jo Cox. Pour se défaire de l'accusation d'être responsable des terroristes d'extrême droite, l'extrême droite legaliste laisse à penser qu'ils participent en fait de manœuvres de la puissance mondialiste conspiratrice.

En Grande-Bretagne, cinq attentats d'extrême droite ont eu lieu en 2017. En juin 2018, un membre de la National Action (« Action Nationale », NA) a été arrêté alors qu'il voulait assassiner une députée travailliste de confession juive. Les arrestations dans la nébuleuse de la National Action ont concerné plusieurs membres de l'armée – c'est-à-dire de gens compétents pour l'action.

En Grèce, les crimes racistes sont passés de 48 cas en 2016 à 133 en 2017 (*lire ici l'enquête de notre partenaire Forensic Architecture* sur le jeune rappeur antifasciste Pavlos Fyssas par les néonazis d'Aube dorée en 2013).

En France également, la pénétration de l'extrême droite dans les forces de l'ordre est devenue une vraie question, faisant l'objet de surveillance par les services de renseignement **comme l'a révélé Médiapart**. Plusieurs groupes aux projets terroristes ont été démantelés, dont l'un voulait faire des massacres pour imposer l'idée de la « remigration » aux populations d'origine immigrée.

En Suède, une **enquête** a montré qu'un quart des 178 membres identifiés du Nordiska Motståndsrörelsen (« Mouvement de Résistance nordique ») avaient été impliqués dans des actions violentes, et trois hommes ont été condamnés en juillet 2017 pour des attentats contre des locaux syndicalistes et de réfugiés.

Dans tous les cas, la crise des réfugiés sert de justificatif : elle est le mobile qui avait manqué à Breivik pour faire des émules dès 2011. La situation reste encore mesurée : sur 611 personnes détenues en France en 2018 pour terrorisme, le djihadisme représente 505 cas et l'extrême droite 28. Cependant, il se passe bien quelque chose en Occident : non seulement la droitisation des électors débouche dorénavant sur des prises de pouvoir dans de grands pays (Brésil, Italie), mais elle s'accompagne désormais d'une radicalisation à ses marges, celles-ci estimant que les mesures légales ne seront jamais suffisantes au maintien de ce qu'elles estiment être l'équilibre culturel et racial.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.